

Idées

Le point de vue de

ZAKI LAÏDI

Le grand bâtisseur du protectionnisme

Les élections arrivant, la démagogie politique retrouve tous ses droits. Politiques de premier plan et commentateurs de second rang communient dans un hymne néo-protectionniste bien huilé. La France, et à travers elle l'Europe, serait une véritable passoire face aux émergents alors que les autres régions du monde, y compris les Etats-Unis, auraient compris, ou seraient en train de comprendre, les avantages d'une meilleure protection commerciale face à des concurrents sans scrupules.

Tout cela est-il bien raisonnable ? A l'évidence non. Rappelons d'abord que l'Europe est une Union où il faut accommoder des intérêts très contradictoires. Les Suédois par exemple, que personne ne peut accuser d'ultralibéralisme, ont été avec les Allemands très en pointe à Bruxelles pour refuser des sanctions même provisoires contre les textiles chinois. Pourquoi ? Parce que, pour eux, les textiles chinois sont des intrants qui entrent dans la fabrication de produits à très forte valeur ajoutée. A tous ceux qui disent que nous sommes menacés par les pays à bas salaires, posons la question suivante : pourquoi les Suédois, aux coûts salariaux les plus élevés du monde, n'ont-ils pas peur de la compétition chinoise ? Est-ce parce qu'ils auraient renoncé aux textiles ? Pas le moins du monde. Ils disposent d'une filière textile à forte valeur ajoutée qui leur permet de rester compétitifs sans être apeurés par les Chinois.

Cette stratégie de montée en gamme n'est d'ailleurs pas la seule possible. Le leader mondial du meuble en kit est danois. Sa production reste une production bas de gamme, mais il compense les coûts salariaux très élevés dans son pays par un investissement dans l'automation. Il ne crée certes pas d'emplois, mais il n'en détruit pas. Au demeurant, même un relèvement du tarif extérieur commun européen ne réglerait rien compte tenu du différentiel de salaires entre Européens et Chinois. Le rapport est de 1 à 25. Même si cet écart est dans les faits plus faible, compte tenu des écarts de productivité favorables à l'Europe, il faudrait multiplier notre protection industrielle par au moins dix, ce qui est à l'évidence absurde.

De toute façon, le taux de protection d'une industrie ou d'un secteur n'influence que marginalement la pénétration des importations des pays à bas salaires. Prenons le cas de l'Europe. Sa protection industrielle est par définition uniforme. En revanche, le taux de pénétration des importations en provenance des pays à bas salaires est extraordinairement variable d'un pays à l'autre : 24 % en Allemagne contre 11 % seulement en France.

A l'inverse, sur l'ensemble de la demande industrielle, la France est fortement pénétrée par les produits étrangers (39 %) alors que la moyenne européenne est à peine de 17 %. Ces deux exemples, si on se donne la peine de les comparer, montrent deux choses : la première est que ce n'est pas le taux de protection qui change quoi que ce soit à la capacité d'un secteur à faire face à la compétition. La seconde est que notre compétitivité industrielle est beaucoup moins menacée par les pays à bas salaires que les autres pays avancés, puisque nos importations en provenance des pays à bas salaires sont les plus faibles d'Europe ! Ajoutons à tout cela qu'il n'y a guère de lien entre la pénétration des importations en provenance des pays à bas salaires et le taux de chômage. Au sein de l'OCDE, les pays le plus envahis par les importations des pays à bas salaires sont le Japon et les Etats-Unis (plus de 35 %). Ils ont aussi le plus faible taux de chômage.

Ajoutons un dernier élément pour déconstruire le grand bêtisier du protectionnisme : l'idée selon laquelle l'Europe serait une passoire alors que les Etats-Unis seraient plus fermés ne repose sur aucun élément sérieux. Sur le plan strictement tarifaire, notre agriculture est quatre fois plus protégée que celle des Etats-Unis face aux pays émergents. Certes, les Américains se protègent différemment. Mais il n'y a pas la passoire européenne d'un côté et la forteresse américaine de l'autre. Et dans le domaine industriel, les différences ne sont pas très sensibles. L'écart de protection le plus sensible porte en fait sur les textiles émanant des pays les moins avancés. Mais c'est un choix politique qu'a fait l'Europe en faveur des pays les moins avancés et qui n'a que peu de conséquences sur son emploi puisqu'il s'agit le plus souvent de matières premières brutes.

Tout irait donc bien ? Non, certainement pas. Simplement, les difficultés ne sont pas là où l'on croit. Dans le cas français, le problème ne vient pas du fait que nous perdions des emplois face à la compétition mondiale, mais que nous n'en créons de façon générale pas assez. Lorsqu'on observe l'évolution de l'emploi en France, que constate-t-on ? Une forte baisse dans les secteurs exposés à la compétition, comme les textiles, les cuirs et l'habillement, et une très faible création d'emplois dans des secteurs protégés de la compétition mondiale. Dans la restauration ou les services à la personne, les créations sont très insuffisantes, de sorte que la perte d'emplois dans les secteurs exposés n'est pas compensée par des créations dans les secteurs non exposés. Ce problème est d'autant plus préoccupant que ces emplois potentiels sont des postes peu ou pas qualifiés, qui peuvent donc être créés relativement facilement. A juste titre, les Français ont le sentiment que l'emploi se raréfie et que cette raréfaction est liée à la compétition mondiale, ce qui peut être vrai localement, mais est globalement infondé.

La mondialisation détruit des emplois. Mais elle en crée beaucoup plus. Simplement, elle agit comme le révélateur de nos avantages. Elle nous dit là où nous avons avantage à nous spécialiser et là où nous aurions intérêt à abandonner certains secteurs. La création d'emplois dépend pour sa part de très nombreux autres facteurs dont la plupart sont d'ailleurs internes.

Le protectionnisme peut rapporter des voix à court terme car il est toujours plus facile d'expliquer que l'on se protège en levant le pont-levis qu'en l'abaissant. Mais il finit toujours par détruire plus d'emplois et par se retourner contre ceux qui s'étaient juré de les conserver. Faire preuve de courage, ce n'est pas être favorable au protectionnisme, c'est au contraire en souligner les impasses dans un pays où l'inculture économique des élites politiques et intellectuelles est revendiquée comme un acte d'héroïsme.

ZAKI LAÏDI est politologue au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri).

Le grand bêtisier du protectionnisme ZAKI LAÏDI